Tsvetelina PENKOVA
Députée européenne (S&D, Bulgarie)
Vice-présidente de la commission ITRE

Eurodéputée bulgare du Parti socialiste bulgare, je siège depuis 2019 au sein de l'**Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D)**. Vice-présidente de la commission **ITRE** (industrie, recherche, énergie), je suis diplômée en finance de l'Université d'Oxford et j'ai travaillé dans la finance à Londres. Je préside le Forum européen de l'énergie et je suis vice-présidente du groupe de soutien à l'énergie nucléaire du Parlement. Ce parcours fait de moi une voix attentive à la fois à la **facture des ménages**, à la **compétitivité industrielle** et à une **transition juste, proactive et ambitieuse**.

I - Contexte de la mise à l'agenda : une gouvernance à moderniser, sans reculer

Le règlement (UE) 2018/1999 a donné à l'Union un cadre de planification et de suivi, avec les **Plans Nationaux Énergie et Climat (PNEC)**, mais ses recommandations non contraignantes ont montré leurs limites. La Commission a consulté les parties prenantes et doit maintenant présenter sa proposition de révision, avec l'objectif de « simplifier, renforcer et moderniser » la gouvernance. Le contexte est sous tension. L'Union **importe plus de 80 % de son gaz et 95 % de son pétrole**, alors qu'elle s'est fixé un objectif de **-90 % d'émissions nettes en 2040**, et le prix de l'énergie pèse sur les ménages comme sur l'industrie. Je refuse que la « simplification » serve de prétexte à un recul de l'ambition. Je m'inscris donc dans une démarche constructive, pour faire avancer le texte sans remettre en cause l'acquis du cadre actuel.

La Bulgarie incarne ces tensions. Le nucléaire de **Kozloduy** produit près de **35 % de notre électricité**[1], tandis que le complexe charbonnier de **Maritsa Iztok** doit fonctionner jusqu'en **2038**[2], avec des milliers d'emplois à la clé. Surtout, **19 % des Bulgares ne parviennent pas à chauffer correctement leur logement, contre 9,2 % au sein de l'UE**[3], un des taux les plus élevés de l'Union. Une gouvernance crédible doit être exigeante et accompagnée de moyens financiers.

II - Configuration des négociations

La **Commission** veut concilier décarbonation, compétitivité et sécurité d'approvisionnement. Pour se faire, au **Parlement**, le S&D, deuxième groupe, est incontournable, en particulier dans un Parlement sans majorité naturelle. Notre ligne stratégique est claire : défendre une gouvernance qui conserve **des cibles contraignantes et des plans nationaux crédibles**. Le soutien presque unanime de Renew et des Verts de la loi climat 2040 nous permet de nourrir des ambitions fortes en ce sens. De même, en entamant des négociations approfondies avec le PPE, nous pouvons aboutir à un compromis conciliant **ambition climatique et compétitivité**.

Néanmoins, **tout affaiblissement des objectifs ne sera pas permis**. Toute tentative de suppression d'objectifs contraignants ou de détricotage d'avancées majeures pour l'Union

constituera pour mon groupe parlementaire et moi-même **un point de non-retour** dans la discussion et les débats.

III - Perspectives et stratégie

1. Une architecture contraignante, mais différenciée. Je défends le maintien d'**objectifs européens juridiquement contraignants** pour les énergies renouvelables, l'efficacité et l'électrification (**46 % en 2040 contre 23 % aujourd'hui**). Je rejette leur remplacement par de simples contributions nationales. Les objectifs nationaux doivent suivre une formule commune, avec des **flexibilités encadrées** pour les spécificités nationales (régions charbonnières, mix nucléaire, niveau de revenu), conditionnées à un reporting plus strict, afin que la flexibilité ne devienne jamais du *backsliding*.

2. Reconnaître la nécessité nucléaire sans diluer les autres énergies renouvelables. L'article 194 TFUE garantit à chaque État le choix de son mix. Les PNEC doivent donc **comptabiliser le nucléaire et les autres énergies bas-carbone à côté de l'objectif renouvelable, sans s'y substituer**, et je m'oppose à un objectif unique « énergie propre ». Le **Fonds pour une transition juste** doit pouvoir soutenir le démantèlement nucléaire et les investissements bas-carbone, mais jamais les énergies fossiles.

3. Une transition ambitieuse, financée et compétitive. Je demande un **mécanisme de solidarité carbone** (sur lequel d'autres grands groupes parlementaires nous rejoignent), un objectif chiffré de réduction de la **précarité énergétique** dans chaque PNEC et une **taxation européenne des superprofits énergétiques** pour financer la rénovation et protéger les ménages. Je soutiens les **interconnexions** (y compris avec le marché européen de l'énergie de l'Ukraine), la coordination des PNEC avec la planification des réseaux et l'évaluation de l'impact des choix nationaux sur le coût de l'énergie pour l'industrie. Sur le **Système d'échanges de quotas et d'émissions (SEQE)**, je refuse de réduire les baisses de quotas et de supprimer les investissements verts, car cela affaiblirait le prix du carbone et l'ambition. Néanmoins, faciliter les échanges de quotas, dans une logique de simplification, reste une ligne de négociation potentielle. Les recettes doivent protéger les ménages modestes et financer la transition.

4. Simplifier sans affaiblir. Je soutiens la **centralisation du reporting** dans le règlement de gouvernance et un format numérique unique. Les PNEC doivent devenir des **plans d'investissement** (besoins chiffrés, sources de financement, projets prioritaires), accompagnés d'indicateurs publics, et non plus uniquement fournir un aperçu général des investissements nécessaires (art. 7 du règlement 2018/1999). Pour les États « en retard », je défends une **approche fondée d'abord sur l'accompagnement** : soutien technique et financier, puis accès aux fonds conditionné à la trajectoire. J'ouvre la discussion sur un **mécanisme de financement des énergies renouvelables** (art. 33) qui reposerait d'abord sur des incitations. Les sanctions pour les PNEC remis hors délai restent graduées et réservées aux retards répétés.

---

[1] Novinite, « Rosatom to Modernise Generator Equipment of Bulgaria's Kozloduy NPP » (citant Reuters). https://www.novinite.com/articles/171376/

[2] Novinite, « PM Radev: Bulgaria's Maritsa-Iztok Coal Complex Will Operate Until 2038 ». https://www.novinite.com/articles/238778/

[3] Eurostat, *People unable to keep their home adequately warm*, données 2024 publiées le 2 février 2026. https://ec.europa.eu/eurostat/